RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1993 B 03736
Numéro SIREN : 353 900 699
Nom ou dénomination : FONCIERE ALTAREA

Ce dépôt a été enregistré le 13/07/2020 sous le numéro de dépôt 66629

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 13-07-2020

N° DE DEPOT : 2020R066629

N° GESTION : 1993B03736

N° SIREN : 353900699

DENOMINATION : FONCIERE ALTAREA

ADRESSE : 87 rue de Richelieu 75002 Paris

DATE D'ACTE : 01-07-2020

TYPE D'ACTE : Décision(s) du président

NATURE D'ACTE : Transfert du siège social

FONCIERE ALTAREA

Société par Actions Simplifiée unipersonnelle au capital de 7 783 696€

Siège social : 8 avenue Delcassé - 75008 PARIS

353 900 699 RCS PARIS

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT EN DATE DU 1^{er} JUILLET 2020

L'an deux-mille-vingt
Le 1er juillet à 15 heures

Le soussigné :

Monsieur Alain TARAVELLA,

Agissant en qualité de Président de la société FONCIERE ALTAREA, Société par Actions Simplifiée au capital de 7 783 696 €, dont le siège social est au 8 Avenue Delcassé – 75008 PARIS, identifiée sous le n°353 900 699 RCS PARIS (ci-après désignée la « **Société** »),

Après avoir rappelé que :

- le siège social actuel de la Société se trouve au 8 Avenue Delcassé – 75008 PARIS et qu'il est envisagé de le transférer au 87 rue de Richelieu – 75002 PARIS, et que
- conformément à l'article 4 des statuts de la Société, le Président est autorisé à transférer par simple décision le siège social de la Société dans le même département, et est, dans ce cas, habilité à modifier les statuts en conséquence,

A pris les décisions suivantes :

PREMIERE DECISION

Le Président décide de transférer le siège social de la Société du 8 Avenue Delcassé – 75008 PARIS au **87 rue de Richelieu - 75002 PARIS**, à compter de ce jour.

DEUXIEME DECISION

En conséquence de la précédente décision, le Président décide de modifier l'article 4 « Siège social » des statuts comme suit :

« Article 4 – Siège social

Le siège social de la Société est fixé au 87 rue de Richelieu – 75002 PARIS»

Le reste de l'article demeure inchangé.

TROISIEME DECISION

Le Président confère tous pouvoirs au JOURNAL LA LOI, une marque de la société « LEXTENSO » dont le siège social est : La Grande Arche – Paroi nord - 1, Parvis de la

Défense – 92044 Paris La Défense (552 119 455 RCS Nanterre), et au porteur d'une copie ou d'un extrait certifié conforme du présent procès-verbal pour effectuer toutes formalités légales de publicité, et ce y compris par voie dématérialisée avec signature électronique, conformément aux textes légaux en vigueur. Pouvoir est également donné de déposer et de signer tous formulaires, produire toutes justifications, faire toutes déclarations, affirmations et réserves, acquitter tous droits et taxes, substituer et généralement faire tout ce qui sera nécessaire.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal signé par le Président.

Signatures :

DocuSigned by:
Alain TARVEU
A0DEEC6F61B4415...

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 13-07-2020

N° DE DEPOT : 2020R066629

N° GESTION : 1993B03736

N° SIREN : 353900699

DENOMINATION : FONCIERE ALTAREA

ADRESSE : 87 rue de Richelieu 75002 Paris

DATE D'ACTE : 01-07-2020

TYPE D'ACTE : Statuts mis à jour

NATURE D'ACTE :

FONCIERE ALTAREA

SAS AU CAPITAL DE 7.783.696 EUROS
Siège social : 87 rue de Richelieu - 75002 PARIS
353.900.699 - RCS PARIS

**Certifié conforme à
l'original**

DocuSigned by:
Alain TARRELLA
A0DEEC6F61B4415...

STATUTS

Mis à jour à effet du 1^{er} juillet 2020

Article premier - Forme

Aux termes d'un acte sous seings privés en date à PARIS du 19 février 1990, il a été formé une société anonyme.

Elle a été transformée en Société par Actions Simplifiée par décision prise à l'unanimité lors de l'Assemblée Générale des actionnaires en date du 14 décembre 2001.

Article 2 - Objet

La société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger, pour elle même ou en participation avec des tiers :

A titre principal :

- l'acquisition de tous terrains, droits immobiliers ou immeubles, ainsi que tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire ou l'annexe desdits biens immobiliers,
- la construction d'immeubles et toutes opérations ayant un rapport direct ou indirect avec la construction de ces immeubles,
- l'exploitation et la mise en valeur par voie de location de ces biens immobiliers
- la prise à bail de tous biens immobiliers
- la détention directe ou indirecte de participations dans des personnes visées à l'article 8 et aux paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 206 du Code Général des impôts et plus généralement la prise de participation dans toutes Sociétés dont l'objet principal est l'exploitation d'un patrimoine immobilier locatif ainsi que l'animation, la gestion et l'assistance de telles personnes.

A titre accessoire :

- la gestion d'immeubles, l'expertise immobilière, ainsi que l'acquisition en vue de la revente, la réhabilitation, l'entretien et le nettoyage de biens immobiliers,
- le développement, la gestion, l'animation de centres commerciaux,
- la prise de participation ou d'intérêt, directement ou indirectement, dans toutes sociétés ou entreprise exerçant une activité, qu'elle qu'en soit la nature, dans le domaine de l'immobilier

A titre exceptionnel,

- l'échange ou l'aliénation par vente, apport ou autrement de biens immobiliers acquis ou construits en vue de la location conformément à l'objet principal de la société,

Et plus généralement :

- la participation en qualité de prêteur ou d'emprunteur, dans le cadre des activités susvisées, à toute opération de prêt ou de trésorerie intra-groupe et la possibilité de consentir à cet effet toutes garanties réelles ou personnelles, mobilières ou immobilières, hypothécaires ou autres,

- et toutes opérations civiles, financières, commerciales, industrielles mobilières ou immobilières jugées utiles pour le développement de l'un des objets précités de la Société.

Article 3 - Dénomination

La dénomination de la Société est « **FONCIERE ALTAREA** ».

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots "Société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 4 - Siège social

Le siège social est transféré au 87 rue de Richelieu - 75002 PARIS.

Il pourra être transféré en tout autre endroit en France ou à l'étranger, par décision du président, qui dans ce cas est habilité à modifier les présents statuts en conséquence.

Article 5 - Durée

La durée de la société est fixée à 99 années, à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des sociétés, sauf le cas de dissolution anticipée ou de prorogation décidée par l'assemblée générale extraordinaire des associés.

Article 6 – Apports – Formation du Capital

Il a été fait, lors de la constitution de la société un apport en numéraire de **1.000.000 F**
par création de 10.000 actions de 100 F

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire du 23.12.1993, le capital social a été augmenté d'une somme de **500.000 F**
par la création de 5.000 actions nouvelles de 100 F chacune de valeur nominale sans prime d'émission, souscrites en numéraire et entièrement libérées à la souscription

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire du 31 décembre 1996 :

1. dans un premier temps, le capital social a été augmenté
d'une somme en numéraire de
par création de 27.000 actions de 100 Francs, émises au pair sans prime d'émission, souscrites par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la société et entièrement libérées à la souscription par la SNC ALTAREA - P.P.I.	+ 2.700.000 F
2. dans un second temps, le capital a été réduit d'une somme
en numéraire de	-2.900.000 F
<u>Montant total des apports faits à la société</u>	<u>+ 1.300.000 F</u>

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire du 31 mai 2001, il a été décidé d'exprimer le capital social en Euro par application du taux officiel de conversion (1 Euro = 6,55957 Francs), le capital social a été augmenté d'un montant de 64.390,56 F intégralement prélevé sur le poste « Report à Nouveau ».

Aux termes des décisions des associés en date du 28 septembre 2004, le capital social a été augmenté d'une somme de € 2.210.048 en rémunération d'une opération d'apports de titres par la SA ALTAREA, pour être porté de € 208.000 à € 2.418.048.

Aux termes des décisions des associés en date du 20 décembre 2004, le capital social a été augmenté d'une somme de € 164.080 en rémunération d'une opération de fusion-absorption de ALTA COURCELLES par FONCIERE ALTAREA, pour être porté de € 2.418.048 à € 2.582.128.

Aux termes d'une délibération à caractère Extraordinaire de l'Assemblée Générale des associés en date du 30 juin 2006, le capital social a été augmenté d'un montant 1.409.056 euros par création de 88.066 actions nouvelles de 16 euros de nominal.

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 18 décembre 2006, le capital social a été augmenté d'une somme 123.280 euros et porté de 3.991.184 euros à 4.114.464 euros, en rémunération d'apports de droits sociaux effectués par la société ALTAREA.

Aux termes d'une délibération à caractère Extraordinaire de l'Assemblée Générale des associés en date du 23 février 2007, le capital social a été augmenté d'un montant de 487.328 euros par création de 30.458 actions nouvelles de 16 euros de nominal .

Aux termes d'une Assemblée Générale Mixte en date du 15 avril 2008, les associés ont définitivement approuvé l'acte sous seing privés en date à Paris du 11 mars 2008

aux termes duquel la Société COMPAGNIE RETAIL PARK - CRP, S.A.S. au capital de 716 433 €, sise 108 rue de Richelieu à PARIS 2^{ème}, identifiée sous le n° 441 221 843 RCS Paris, a apporté à la Société l'ensemble de ses éléments d'actif pour un montant de Quatre Cent Quatre Vingt Millions Vingt Huit Mille Sept Cent Quarante Sept Euros Trente Cinq Cents (480 028 747,35 €), à charge pour la société absorbante de prendre en charge le passif de la société absorbée pour un montant de Cent Cinquante Cinq Millions Sept Cent Douze Mille Soixante Huit Euros Quarante Neuf Cents (155 712 068,49 €), soit un actif net apporté de Trois Cent Vingt Quatre Millions Trois Cent Seize Mille Six Cent Soixante Dix Huit Euros Quatre Vingt Six Cents (324 316 678,86 €).

En rémunération de l'apport net de la Société COMPAGNIE RETAIL PARK - CRP, il a été procédé à une augmentation de capital de la Société d'une somme de Un Million Six Cent Quatre Vingt Cinq Mille Six Cents Euros (1 685 600 €) par création de Cent Cinq Mille Trois Cent Cinquante (105 350) actions nouvelles de Seize Euros (16 €) chacune de valeur nominale, portant le capital social de Quatre Millions Six Cent Un Mille Sept Cent Quatre Vingt Douze Euros (4 601 792 €) à Six Millions Deux Cent Quatre Vingt Sept Mille Trois Cent Quatre Vingt Douze Euros (6 287 392 €).

La différence entre la valeur nette des biens et droits apportés par la Société COMPAGNIE RETAIL PARK - CRP et la valeur des actions créées à titre d'augmentation de capital par la Société, soit la somme de Trois Cent Vingt Deux Millions Six Cent Trente et Un Mille Soixante Dix Huit Euros Cinquante Sept Cents (322 631 078,86 €), a été porté sur le compte « Prime de Fusion » de la Société.

Aux termes d'une assemblée générale des associés en date du 3 décembre 2013, le capital social a été augmenté d'une somme de un million quatre cent quatre-vingt-seize mille trois cent quatre euros (1.496.304 €) en rémunération d'un apport en nature de droits sociaux.

Article 7 - Capital Social

Le capital social est fixé à sept millions sept cent quatre-vingt-trois mille six cent quatre-vingt-seize Euros (7.783.696 €) et est divisé en quatre cent quatre vingt-six mille quatre cent quatre vingt-un (486.481) actions de Seize Euros (16 €) de valeur nominale chacune, toutes de même catégorie. »

Article 8 - Modifications du capital

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par les associés statuant dans les conditions de l'article 17 ci-après.

Article 9 - Forme des actions

Les actions sont nominatives. Elles sont inscrites en comptes "nominatifs purs" ou "nominatifs administrés" selon les modalités prévues par le "cahier des charges des émetteurs - teneurs de comptes de valeurs mobilières non admises en SICOVAM" approuvé par la direction du Trésor.

Article 10 - Cession des actions

Sont libres les cessions d'actions entre associés et celles entre un associé et une société du Groupe. Le groupe est défini comme l'ensemble composé des sociétés, entités ou groupements, dotés ou non de la personnalité morale, personne physique, français ou étrangers, contrôlés par l'un des associés de la SAS ou contrôlant l'un des associés de la SAS, directement ou indirectement, en capital ou en droits de vote, au sens de l'article 233-3 du Nouveau Code de Commerce.

Agrément. Préemption.

Toutes autres cessions d'actions, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, alors même que la cession aurait lieu par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice, est soumise à agrément et ouvre un droit de préemption dans les conditions ci-après. Il en est de même en cas d'apports en société, en cas d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission, de cession de droits d'attribution ou de souscription à une augmentation de capital ou de renonciation au droit de souscription.

Le cédant notifie au Président et à chacun des associés le projet de cession, par lettre recommandée AR, indiquant la dénomination sociale, la forme, le montant du capital, le siège et le RCS du cessionnaire, le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix offert et les conditions de la cession.

Chaque associé bénéficie d'un droit de préemption sur les actions dont la cession est envisagée. Il exerce ce droit par voie de notification au cédant et au président au plus tard dans les 8 jours de la notification émanant du cédant en précisant le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir.

Lorsque le nombre total des actions que les associés ont déclaré vouloir acquérir est supérieur au nombre d'actions concernées, et faute d'accord entre eux sur la répartition desdites actions dans le délai de 8 jours ci-dessus, les actions concernées sont réparties entre eux au prorata de leur participation dans le capital social, avec répartition des restes à la plus forte moyenne, mais dans la limite de leur demande.

Si, dans une cession, le droit de préemption des associés n'absorbe pas la totalité des actions concernées, la société peut, en vertu d'un droit de préemption subsidiaire, acquérir les actions concernées non préemptées. Elle dispose, à cette fin, d'un délai complémentaire d'un mois. Lorsque les actions sont rachetées par la société, celle-ci est tenue de les céder dans un délai de six mois ou de les annuler.

A défaut d'exercice de leurs droits de préemption par les titulaires ci-dessus, et dans les délais prévus, la cession projetée peut être réalisée mais seulement aux prix et conditions contenus dans la notification visée ci-dessus, le non-exercice du droit de préemption valant agrément du cessionnaire.

Article 11 - Droits et obligations attachés aux actions

1. Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

2. Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des associés.

3. Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

4. Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier.

Article 12 - Président

1. La société est gérée et administrée par un président, personne physique ou morale.

Le Président exerce ses fonctions sans limitation de durée. Il est nommé et révoqué par décision collective des associés.

En cas de décès, démission ou empêchement du président d'exercer ses fonctions supérieur à un mois, il est pourvu à son remplacement par une personne désignée par les associés. Le président remplaçant ne demeure en fonctions, que pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

2. Le président représente la société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Article 13 - Directeur général

Sur la proposition du président, les associés, à la majorité des deux tiers, peuvent nommer un directeur général, personne physique ou morale.

L'étendue et la durée des pouvoirs délégués au directeur général sont déterminés par les associés en accord avec le président.

Le directeur général est révocable à tout moment le président.

En cas de décès, démission ou empêchement du président, le directeur général en fonction conserve ses fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

Le directeur général dispose, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le président.

Article 14 - Rémunération du président et du directeur général

La rémunération du président et du directeur général est fixée par les associés à la majorité simple. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou, à la fois, fixe et proportionnelle.

Article 15 - Conventions entre la société et les dirigeants

Le président et les dirigeants doivent aviser les commissaires aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre eux-mêmes et la société au cours de l'exercice social, pendant lesquelles elles sont réintégrées afin que les commissaires aux comptes présentent aux associés un rapport sur ces conventions. Les associés statuent chaque année sur ce rapport aux conditions des décisions ordinaires.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Article 16 - Décisions des associés

1. Sauf dans les cas prévus ci-après, les décisions collectives des associés résultent, au choix du président, soit d'une assemblée, soit d'une consultation par correspondance, soit d'un procès-verbal signé par l'ensemble des associés. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte. Tous moyens de communication - vidéo, télex, télécopie, etc. - peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.
2. Sont prises en assemblée les décisions relatives à l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital, la fusion, la scission, la dissolution, ainsi que l'exclusion d'un associé.

Pour toute décision, la tenue d'une assemblée est, en outre, de droit, si la demande en est faite par un ou plusieurs associés représentant le quart du capital social.

3. L'assemblée est convoquée par le président ou par un mandataire désigné en justice en cas de carence du président. Lorsque la tenue d'une assemblée n'est pas obligatoire, l'assemblée est convoquée par l'associé ou un des associés demandeurs.

La convocation est faite par tous moyens huit jours au moins avant la date de la réunion ; elle indique l'ordre du jour.

L'assemblée est présidée par le président ; à défaut, l'assemblée élit son président.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence, et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le président.

4. En cas de consultation par correspondance, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun, par tous moyens. Les associés disposent d'un délai minimal de deux jours, à compter de la réception des projets de résolutions, pour émettre leur vote. Le vote peut être émis par tous moyens. Tout associé n'ayant pas répondu dans un délai de huit jours est considéré comme s'étant abstenu.

La consultation est mentionnée dans un procès-verbal établi par le président, sur lequel est portée la réponse de chaque associé.

5. Toute décision collective des associés peut résulter valablement d'un procès-verbal de décision signé par l'ensemble des associés, avec mention de la communication préalable, s'il y a lieu, des documents nécessaires et sur lesquels porte la décision collective.

Tout associé peut donner pouvoir à un autre associé ou à un tiers à l'effet de signer en son nom le procès-verbal de décision, ce qui comporte son adhésion expresse aux résolutions adoptées.

6. Chaque associé a le droit de participer aux décisions par lui-même ou par mandataire. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent .

Article 17 - Décisions extraordinaires

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions relatives à l'augmentation ou la réduction du capital, la fusion, la scission, la dissolution de la société et l'exclusion d'un associé.

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins les deux tiers des actions ayant droit de vote. Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

Article 18 - Décisions ordinaires

Toutes autres décisions sont qualifiées d'ordinaires. Ces décisions sont prises à la majorité des voix exprimées, notamment, l'approbation des comptes annuels, l'affectation des résultats et la nomination des commissaires aux comptes.

Article 19 - Procès-verbaux

Les décisions collectives des associés sont constatées dans des procès-verbaux qui peuvent être établis sur des feuillets mobiles numérotés et paraphés sans discontinuité.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par le Président.

Article 20 - Information des associés

L'ordre du jour, le texte des résolutions et les documents nécessaires à l'information des associés sont communiqués à chacun d'eux à l'occasion de toute consultation.

Article 21 - Exercice social

Chaque exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Article 22 - Comptes annuels

Le président tient une comptabilité régulière des opérations sociales et dresse des comptes annuels conformément aux lois et usages du commerce.

Une décision collective ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, doit être prise chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

Article 23 - Résultats sociaux

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident d'inscrire celui-ci à un ou plusieurs postes de réserves, dont ils règlent l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer.

Les associés peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice écoulé a la faculté d'accorder à chaque associé, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividendes, une option entre le paiement des dividendes ou des acomptes sur dividendes en numéraire ou en actions.

La part de chaque associé dans les bénéfices et sa contribution aux pertes est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

Article 24 - Contrôle des comptes

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la Loi.

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants sont nommés, qui sont appelés à remplacer le ou les Commissaires aux Comptes titulaires en cas d'empêchement, de refus, de démission ou décès.

Article 25 - Liquidation

La Société est dissoute par l'arrivée de son terme - sauf prorogation -, par la perte totale de son objet, par l'effet d'un jugement ordonnant la liquidation judiciaire ou la cession totale des actifs, par décision judiciaire pour justes motifs.

La dissolution anticipée peut aussi résulter d'une décision des associés. En cas de dissolution, la Société entre en liquidation.

Toutefois, cette dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au Registre du Commerce et des Sociétés.

La personnalité de la Société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention " Société en liquidation " ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés à la majorité des actions, pris parmi les associés ou en dehors d'eux. La liquidation est effectuée conformément à la Loi.

Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des actions qui n'aurait pas encore été remboursé. Le surplus est réparti entre les associés au prorata du nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

Lorsque la Société ne comprend qu'un associé, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, dans les conditions prévues par la Loi, la transmission du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Article 26 - Contestations

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation entre les associés, ou entre un associé et la société, sont soumises à arbitrage.

A défaut d'entente sur le choix d'un arbitre unique, chacune des parties aura à nommer, dans les quinze jours de la constatation du désaccord sur ce choix, notifiée par lettre recommandée AR par la partie la plus diligente à l'autre, un arbitre. Si les deux arbitres ainsi désignés ne pouvaient se mettre d'accord dans un délai de quinze jours, sur le choix d'un troisième arbitre, celui-ci sera désigné par le président du tribunal de commerce du siège social, à la requête de la partie la plus diligente.

Le tribunal arbitral statuera dans un délai de mois à compter du jour où il aura été définitivement constitué. Les arbitres statueront en amiables compositeurs et en dernier ressort, les parties convenant de renoncer à la voie de l'appel à l'encontre de la sentence à intervenir.

L'arbitrage aura lieu à Paris.

Les frais d'arbitrage seront supportés dans les conditions que le tribunal arbitral fixera souverainement.

Article 27 - Frais

Les frais, droits et honoraires des présents statuts et ceux qui en seront la suite ou la conséquence sont à la charge de la société.